COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 25 mai 2012
(convocation du 14 mai 2012)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Mai Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. POIGNONEC Michel, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à compter de 12h25	Mme. DELATTRE Nathalie à M. DELAUX Stéphan
M. DAVID Alain à M. TOUZEAU Jean à compter de 12h25	M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul à compter de 12h25
Mme. CARTRON Françoise à M. FELTESSE Vincent à compter de 12h	M. EGRON Jean-François à Mme. LIMOUZIN Michèle
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain	Mme EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie à compter de 12h
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe	M. GALAN Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 10h45	M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. FLORIAN Nicolas
M. PIERRE Maurice à Mme. FOURCADE Paulette à compter de 12h	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 9h50
M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel	M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à Mme. LIRE Marie Françoise
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain à compter de 11h30	Mme. HAYE Isabelle à M. HURMIC Pierre
Mme LACUEY Conchita à M. TURON Jean-Pierre à compter de 12h	M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL Clément à compter de 12h15
M. SOUBABERE Pierre à M. HERITIE Michel à compter de 10h15	M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck
Mme TERRAZA Brigitte à M. FREYGEFOND Ludovic à compter de 10h35	Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
M. ASSERAY Bruno à M. CHAUSSET Gérard	M. QUANCARD Denis à M. BOBET Patrick
Mme. BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques à compter de 12h	M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël jusqu'à 10h10
Mme BONNEFOY Christine à M. BONNIN Jean-Jacques à compter de 12h	Mme. SAINT-ORICE Nicole à Mme. TOUTON Elisabeth
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. FAORO Michèle	M. SIBE Maxime à M. CAZENAVE Charles

LA SEANCE EST OUVERTE

BASSENS - Attribution d'une subvention d'investissement pour une étude urbaine sur le secteur Le Prévert/Le Moura - Année 2012 - Décision - Autorisation

Monsieur TOUZEAU présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

1. Le contexte du projet

Le quartier Prévert/Moura est identifié comme quartier prioritaire dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale signé par l'Etat, la ville de Bassens et la CUB. Plus de 600 personnes habitent ce quartier qui contient 200 logements environ dont 108 collectifs et 101 individuels. Ce quartier connaît majoritairement un fort taux de chômage (autour de 40%) combiné à un niveau de revenu très bas (78% des ménages sont en dessous de 60% des plafonds de ressources).

Depuis 2009, plusieurs études et diagnostics ont révélé des dysfonctionnements à la fois sociaux (augmentation des incivilités, paupérisation, fermeture du centre social...) et urbains (dégradation du bâti et problème de gestion de l'espace public). Des travaux ont été entrepris depuis 2009 par le bailleur Logévie visant le bâti mais les problèmes liés à sa dégradation subsistent malgré plusieurs réhabilitations lourdes dans les années 90.

Aujourd'hui, ce quartier, situé au nord de la ville, apparaît comme un territoire à enjeux d'une part pour sa position au nord de la ville en limite de celle-ci et le potentiel de son ouverture vers le reste des quartiers avoisinants, d'autre part pour sa position à cheval entre la ville d'Ambarès et Lagrave et de Bassens qui lui procure une dimension stratégique du point de vue du foncier et de l'habitat.

Pour répondre à ces considérations, la Ville de Bassens, la Communauté Urbaine de Bordeaux et le bailleur Logévie ont souhaité ouvrir des perspectives de réflexions autour des problématiques et des atouts de ce quartier pour proposer des solutions urbaines et sociales aux habitants.

2. Les objectifs stratégiques de l'étude

Cette étude a pour objectif d'aider les maîtres d'ouvrages à établir un diagnostic social et urbain sur le quartier avec pour objectifs :

- sur le court terme : d'agir sur le bâti et le logement qui en ont besoin, d'améliorer l'offre de stationnement, de régler les conflits d'usage dans l'espace public et privé et de clarifier l'animation sociale du quartier ;
- sur le moyen terme : de poursuivre le désenclavement du quartier, de poursuivre l'intégration du quartier dans le secteur Nord, notamment son articulation avec le secteur Jean Prévôt en envisageant une réhabilitation ou, le cas échéant, des opérations de démolition construction si les diagnostics techniques et urbains en démontrent la nécessité. Une requalification de l'espace public ainsi qu'une intervention sur les équipements publics seront nécessaires.

Le cabinet mandaté est amené à proposer des scénarios alternatifs au regard du parti pris global d'aménagement.

3. Périmètres et objectifs de la mission

Le périmètre de l'étude concerne deux niveaux :

- Un niveau général qui englobe les quartiers Nord (Prévert, Prévôt, franges urbaines etc..) ;
- Un niveau qui concerne de façon ciblée le quartier Prévert.

Ainsi, au sein de ce périmètre sont concernés par cette étude :

- Les logements relevant du logement social appartenant au Bailleur Logévie à savoir 4 résidences : Laffue, Lafayette, Yves Montand et le Clos Prévert ;
- Les équipements publics : salle Laffue, école primaire Rosa Bonheur, école maternelle Frédéric Chopin, ancien centre social Prévert ;
- Les espaces publics de compétence communale : aires de jeux, aires de proximité ;
- Les espaces verts gérés par la commune et les bailleurs ;
- Les voiries communautaires ;

Cette mission a pour objet d'établir des diagnostics techniques et urbains à l'échelle du quartier Prévert et en articulation avec le territoire de la commune, avec préconisation sur les actions à mener par les différents maîtres d'ouvrage à deux niveaux :

a - une réflexion urbaine autour :

- de la place du quartier Prévert dans la ville,
- de l'articulation entre les projets Prévert, Prévôt et le potentiel des franges,
- du nombre et de la typologie des logements Logévie et leurs adéquation en terme d'offres et de demandes, de l'analyse de la vacance et des impayés, de la mixité,
- de la desserte du quartier Prévert : quel est le potentiel d'aménagement sur les voies et les stationnements ?

- du cadre de vie : quels équipements sportifs, espaces verts, mobilier urbain et quelles sont les attentes des habitants et des opérateurs ?
- des potentialités foncières du site,
- des commerces de proximité : quels sont les besoins ?

b- une analyse technique qui doit porter sur :

- les logements appartenant à Logévie (enveloppe extérieure, parties communes, parties privatives) notamment sur les problématiques d'isolation thermique et phonique ;
- les équipements publics : ancien centre social, foyer, écoles ;
- les espaces publics : aires de jeux pour enfants, aires de proximité, espaces verts, mobilier urbain, signalétique ;
- la voirie (éclairage, circulation, stationnement).

4. Gouvernance et durée de l'étude

Le pilotage de l'étude est assuré par la ville de Bassens qui associe l'ensemble des partenaires financeurs à l'analyse des offres, le suivi du déroulement des études et le choix des scénarii proposés par l'équipe qui sera retenue.

Quatre comités de pilotage minimum seront tenus en présence des partenaires financeurs et l'équipe retenue afin d'arrêter les choix entre les scénarii.

Plusieurs réunions techniques intermédiaires seront organisées avec l'équipe à retenir et les services techniques des différents opérateurs et/ou financeurs.

La durée de l'étude est de 6 mois.

5. Plan de financement et participation communautaire

La participation de la CUB est définie selon le Règlement d'Intervention de la Politique de la Ville et de l'Habitat et à parité avec la ville pour un ratio maximum de 25% du coût de l'étude.

Pour la CUB ce montant est de Seize Mille Six Cent Euros hors taxes (16.600€ HT).

La répartition des financements est réalisée selon le tableau suivant :

Plan de financement

Partenaires financeurs	Base de financement prévisionnel HT
Ville de Bassens	16.600,00€
Bailleur Logévie	16.600,00€
CUB	16.600,00€
Région Aquitaine	16.600,00€
Total	66.400,00€

Le paiement de l'aide communautaire interviendra en deux versements :

- le premier versement est conditionné ainsi : d'une part, à la signature du cahier des clauses techniques particulières entre la ville de Bassens et le prestataire retenu, et d'autre part, à la transmission à la Direction de l'Habitat de la Communauté Urbaine de Bordeaux de l'ordre de service de commencement de l'étude. Il consiste dans le versement d'un acompte correspondant à 50% du montant de la subvention accordée.
- Le solde sera versé après la date d'achèvement de l'étude. A l'appui, le bénéficiaire devra produire les documents suivants :
 - Un compte rendu de l'étude ;
 - Le bilan de l'étude faisant apparaître le montant des subventions obtenues ou à obtenir ;
 - La justification de la totalité des dépenses éligibles effectuées ;
 - Les factures acquittées ainsi qu'un état récapitulatif.

Ces justificatifs devront être transmis dans les douze mois maximum à compter de la déclaration d'achèvement des travaux. Ce délai pourra être prorogé si la demande est justifiée.

L'engagement de la Communauté Urbaine

La ville de Bassens demande une participation financière à la Communauté Urbaine de Bordeaux, au bailleur Logévie et au Conseil Régional d'Aquitaine pour réaliser l'étude urbaine sur le quartier Jacques Prévert/Le Moura.

La Communauté Urbaine de Bordeaux s'engage sur le financement de l'étude urbaine sur le secteur Jacques Prévert/Le Moura avec la ville de Bassens, le bailleur Logévie et le Conseil Régional d'Aquitaine.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

VU La délibération communautaire n° 2003/0674 du 19 septembre 2003 adoptant le Règlement d'Intervention Habitat et Politique de la Ville

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE l'étude urbaine sur le quartier Prévert/Moura entre dans les objectifs communautaires relatifs au traitement des quartiers en CUCS.

DECIDE

Article 1 :

Le versement de l'aide de la Communauté Urbaine de Bordeaux à la ville de Bassens pour l'étude urbaine Prévert/Moura à hauteur de 16.600 € HT.

Article 2 :

Cette dépense sera imputée au Chapitre 204 – article 2041411 – fonction 72 – CRB UE00 – imputation UE00000153 ouvert au budget principal de l'exercice en cours.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 25 mai 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
7 JUIN 2012

PUBLIÉ LE : 7 JUIN 2012

M. JEAN TOUZEAU